

La conférence sociale les 9 et 10 juillet 2012 : des attentes sociales fortes qui bousculent les choix politiques

Roland Perrier

La tenue d'une conférence sociale faisait partie des promesses de campagne de François Hollande. Elle est attendue par l'ensemble des syndicats, les 5 confédérations et les 3 fédérations associées partiellement qui préparent tous activement ce rendez-vous jugé par tous important au niveau social. Le caractère en sera symbolique, premier RDV social après l'élection présidentielle, ouverture par le Président de la République et conclusions par le Premier ministre. Les attentes du monde du travail sont très fortes au regard de l'ensemble des thématiques effectivement mises à l'ordre du jour par la conférence.



L'emploi public et privé, les salaires, les retraites, la protection sociale, l'école, l'université et la recherche ont fait l'objet de débats et de luttes fortes ces dernières années dans un contexte de crise avec une politique nationale désastreuse. Ces luttes et les analyses qui en sont issues s'inviteront, nous n'en doutons pas, dans le débat.

Sept conférences thématiques sont prévues :

- Développer l'emploi et en priorité l'emploi des jeunes ;
- Développer les compétences et la formation tout au long de la vie ;

- Assurer des systèmes de rémunération justes et efficaces ;
- Réunir les conditions du redressement productif ;
- Atteindre l'égalité professionnelle et améliorer la qualité de vie au travail ;
- Assurer l'avenir des retraites et notre protection sociale ;
- Moderniser l'action publique avec ses agents.

Des rencontres préparatoires avec le Premier ministre et bilatérales avec les ministres concernés ont déjà eu lieu.

Les titres des thèmes abordés ne sont certes pas neutres et sont marqués d'une prédétermination qu'il s'agisse de l'emploi, de la formation, des salaires, de la retraite ou de l'action publique.

Par ailleurs, avant l'ouverture de cette conférence, des décisions sont prises ou se préparent avec des conséquences considérables sur l'issue des enjeux de la conférence sociale.

Nous citerons le SMIC dont la réévaluation 2 % (1,4 au titre de l'inflation et 0,6 au titre du coup de pouce) est jugée insuffisante par plus de 80 % de la population, le PLF 2013, le plan pluriannuel et les lettres de cadrage avec affichage de continuité des suppressions d'emplois publics sauf Éducation, Police, Justice et aussi le sommet européen et les positionnements qui seront pris.

Le gouvernement tente d'engager une démarche de « méthode » inscrivant dans le débat des notions de « priorités » pas forcément incitatives à l'expression de profonds changements. Cependant la conférence ne

pourra escamoter le lourd contentieux social du bilan sarkozyste, les attentes fortes du monde du travail et la nécessité de **lier étroitement la satisfaction sociale et les choix économiques**.

Dès début juin, la CGT déclarait d'ailleurs « que la conférence sociale devait déboucher sur des mesures aptes à relancer notre économie et à ne pas séparer l'économique et le social ».

Avec des objectifs diamétralement opposés Laurence Parisot revendiquait un « cadrage économique » s'inquiétant tout aussi bien du rétablissement même partiel de la retraite à 60 ans et de l'augmentation du SMIC et menant bataille concomitamment pour « abaisser le coût du travail ».

Ces dernières années et particulièrement sous le dernier mandat présidentiel les « corps intermédiaires » – dont les représentants des salariés – ont été malmenés et méprisés dans le discours et dans des actes de refus d'écoute, et de répression.

La satisfaction des revendications sociales ne passe pas par l'austérité au nom d'un quelconque « réalisme de gauche ». Les pistes concrètes de réponse sont évoquées dans le programme de campagne du PCF et du Front de gauche « l'humain d'abord », un programme toujours d'une brûlante actualité.

Notre revue *Économie et Politique* entend pour son prochain numéro aborder l'ensemble des sujets de la conférence sociale en donnant dans ses colonnes la parole aux acteurs participant à la négociation et aux acteurs du terrain.

Les centaines de luttes, les dizaines de millions de manifestants de ces dernières années pour l'emploi,



les salaires, la protection sociale, les retraites, sont encore vives dans les mémoires. Ces luttes portaient le changement comme les votes lors de la présidentielle et des législatives.

Ce changement attendu par les travailleurs et la population est un défi à relever pour le mouvement syndical et pour les forces de gauche. Ce défi consiste à asseoir les revendications sociales dans des modifications durables incluant les choix stratégiques des entreprises, le rôle de l'argent, du crédit et des banques avec un pôle bancaire et financier public et une nouvelle orientation au niveau de l'Europe. ■

